

Réflexions sur les prisonniers de Corée

Lorsque les discussions commencèrent entre les USA et la Chine, sur le problème des prisonniers en Corée, les Chinois défendirent la thèse selon laquelle, le prisonnier doit regagner son pays d'origine. Les Américains soutinrent que les prisonniers devaient être libres de choisir.

La position américaine était nouvelle et sans précédent. Jamais dans le passé (ni en 1918, ni en 1940 ou 1945, il ne fut question d'inclure dans les clauses d'Armistice, un droit de choisir pour les prisonniers.)

A dire vrai, les guerres précédentes n'opposaient pas comme celle de Corée, des régimes sociaux aussi fondamentalement opposés.

Quelque chose peut sembler curieux dans les positions américaine et chinoise.

A priori, la position communiste, qui situe les classes sociales et leur luttes au dessus des frontières géographiques aurait du être précisément celle du libre choix pour les prisonniers.

Les USA, selon lesquels « la nationalité », l'appartenance à une « patrie » sont le plus important ; les USA selon lesquels un « rouge » est un traître à la patrie (traître subjectif ou traître objectif), les USA donc, auraient du défendre la position selon laquelle un prisonnier, quelque soit son opinion politique, se doit avant tout à sa patrie.

Mais les contradictions, chinoise et américaine, ne sont qu'apparentes.

Pour les dirigeants de Pékin, les masses laborieuses ayant pris le pouvoir, il y a coïncidence parfaite entre les intérêts historiques du peuple et ceux de l'état chinois. Il ne peut donc pas plus être question de donner une liberté de choix à un Chinois, qu'il ne peut être question de laisser agir un briseur de grève lorsque la lutte sociale est engagée.

Tout traître à la cause du Parti Communiste Chinois est un traître à la Chine et vice-versa.

La grande question est donc, en réalité, de savoir quelle idée et quel groupe d'homme, incarnent l'intérêt historique d'un peuple et d'un pays. Tout est là.

Quand le gouvernement officiel de la Chine fut entre d'autres mains, le parti de Mao Tsé Toung n'éprouva aucun embarras sentimental ou idéologique à lutter dans l'opposition, dans la clandestinité et à dénoncer toutes les thèses selon lesquelles l'intérêt de la Chine commandait d'obéir à Chang Kaï Chek.

Pendant longtemps, « l'intérêt national », le « patriotisme » jouèrent contre Mao Tsé Tung et favorisaient Chang Kaï Chek, comme tout appel d'Union sert fatalement celui qui incarne le pouvoir officiel.

Aujourd'hui, « le patriotisme », « l'intérêt national » jouent contre Chang Kaï Chek et en faveur de Mao Tsé Toung.

Mais le gouvernement américain ne voit pas les choses autrement. Considérant qu'il incarne l'intérêt historique de la Nation, il considère comme traître à la patrie, tous ceux qui sont des opposants décidés. Le patriotisme joue pour lui et contre les « rouges ».

Cependant, ce même gouvernement n'est pas plus que les communistes, victime du mythe de la « patrie » au dessus des intérêts sociaux. Il considère un « rouge » américain comme un traître, mais ne raisonne pas du tout de la même manière à l'égard d'un russe « blanc », ou d'un émigré de Formose.

Arrivé à ce point, on voit que non seulement au sein des pays, mais à l'échelle du monde, deux catégories sociales, deux thèses s'affrontent ; et que le terme trahison employé dans le

sens de « trahison à l'égard du pays » signifie en réalité « trahison à l'égard de telle thèse, ou de telle catégorie sociale ».

Bien entendu, en dernier ressort, l'histoire, en concluant l'affaire, dira que le traître à une thèse fut en même temps le traître à la Patrie.

Lénine, échouant, eut pu être objectivement, un traître aux intérêts historiques de la patrie russe.

Les émigrés de Coblenz commencèrent à être des opposants et finirent comme traîtres objectifs de la patrie française, et des outils aux mains des états étrangers. Cela ne gêne d'ailleurs aucune opposition depuis que le monde existe, pas plus les oppositions blanches que rouges, notons le en passant.

En final, le problème des prisonniers se résume en ceci :

En les réclamant tous, le gouvernement de Pékin veut faire affirmer au monde qu'il est de fait et de droit le gouvernement national de la Chine. Ceci marquerait, pour lui, un sérieux point politique dans la partie actuelle d'échecs où le « droit » joue le rôle de points marqués.

Par contre, en affirmant que le prisonnier doit avoir le choix, le gouvernement américain tient tout simplement à contester la légitimité du gouvernement de Pékin.

Il laisse entendre que la partie n'est pas jouée. Et c'est ce qui est grave aux yeux de Pékin.

Finalement la thèse de l'O.N.U. a été acceptée. Elle ne consacre pas une défaite mais un statu quo car, si elle n'est pas satisfaisante entièrement pour Pékin qui recherche la reconnaissance juridique d'un état de fait, elle n'est pas satisfaisante non plus pour Chang Kai Chek qui, demeurant le gouvernement légal de la Chine aux yeux de l'O.N.U., n'a pas eu droit, comme il aurait pu le réclamer, au retour automatique de tous les prisonniers vers Formose.

André Calvès Le 06/02/1954.